

Face aux dernières violences à Paris, les associations LGBT+ entendues par la Mairie *Bonjour, [Vous retrouverez ici](#) et ci-dessous notre communiqué suite à la réunion qui s'est tenue à la Mairie de Paris, mercredi 24 octobre. Bonne lecture ! Lennie Nicollet, président d'HES·Socialistes LGBT+*



Mercredi 24 octobre, des associations LGBT+ parisiennes étaient conviées à la Mairie de Paris pour faire le point avec les élu·e·s à la suite des récentes agressions mentionnées dans la presse ou les réseaux sociaux.

Pendant presque 2 heures, cette réunion de travail à l'Hôtel de Ville pour un plan d'actions concrètes contre les violences envers les LGBT+ a permis de réunir, autour d'Emmanuel Grégoire, 1^{er} adjoint de la maire de Paris, et Hélène Bidard, adjointe chargée de la lutte contre les discriminations, plus d'une vingtaine d'associations avec la Dilcrah, mais également avec des représentants de la Préfecture de Police et du Parquet de Paris.

HES·Socialistes LGBT+ tient à saluer l'engagement de la ville de Paris et de toute la majorité municipale, de gauche, dans la lutte contre les discriminations et pour les droits des personnes LGBT+ dans différents domaines de sa compétence (formation des agents, social, sécurité, sport, etc.).

Les échanges avec les associations ont salué ce travail engagé depuis de nombreuses années. Ils ont permis de faire le point sur les difficultés lors des dépôts de plainte, les victimes hésitant encore à faire la démarche. Mais aussi en pointant le besoin de formation et de sensibilisation des forces de l'ordre pour recueillir de cette parole. Une nécessité afin de poursuivre, devant les tribunaux, les auteurs de ces violences.

La réunion s'est conclue avec les élu·e·s souhaitant obtenir des demandes écrites des associations afin de pouvoir compléter et annoncer, dans 15 jours, des mesures concrètes tenant compte du travail des acteurs associatifs du mouvement LGBT.

HES·Socialistes LGBT+ encourage l'ensemble des communes et collectivités locales de France, en métropole comme en outre-mer, à dupliquer ce type de rencontres pour travailler en étroite collaboration avec le tissu associatif, afin de lutter plus efficacement contre les discriminations.